



Un remaniement !! Mais pour quels changements ?

La FSU prend acte de la composition du nouveau gouvernement suite au remaniement.

La nomination de Jean Castex, accompagnée d'une feuille de route donnée par voie de presse par le Président de la République, ne signale ni changement ni même inflexion politique, contrairement aux déclarations d'Emmanuel Macron durant le confinement.

Exemple emblématique : la réforme des retraites, qui a pourtant cristallisé les oppositions avant la crise sanitaire et dont le calendrier suscite un rejet désormais unanime des organisations syndicales, serait remise en selle « à court terme » selon les propres mots du nouveau Premier Ministre... De même, la responsabilité antérieure de la réforme « T2A » pour l'hôpital du nouveau premier ministre laisse craindre que la santé et la sécurité sociale, et plus largement les services publics, ne souffrent encore plus à l'avenir d'une vision comptable. La confirmation à leurs postes voire même l'élargissement des périmètres de compétences de ministres contestés par les agent-es comme pour l'Education Nationale (loi pour l'école de la confiance, réforme du bac, enseignement pro, gestion de la crise, ...) ou les Comptes publics relève d'une même logique de mépris pour les revendications des personnels.

Concernant la Fonction Publique, un ministère de plein exercice et qui ne soit pas directement rattaché à Bercy était demandé par la FSU, mais l'intitulé de ce nouveau ministère est lourd de menaces pour les agent-es. Ces dernier-es ont pourtant déjà été malmené-es depuis des années par un empilement de réformes successives visant à diminuer le nombre d'agents et à dégrader les conditions de travail des personnels et la qualité du service public offert aux usagers, comme l'a montré clairement la crise du coronavirus, en particulier avec l'état dramatique du service public hospitalier. Alors que les personnels prennent la mesure de l'ampleur des régressions entraînées par la loi de transformation de la Fonction publique, alors que la question des salaires monte comme une exigence forte des personnels, la poursuite dans la voie suivie jusqu'à présent serait une erreur : pour la FSU, il faut d'urgence rétablir la transparence dans les affectations et les promotions, recruter des personnels titulaires, reconnaître les qualifications et revaloriser les salaires de toutes et tous.

La crise économique que tout le monde annonce ne doit pas être l'occasion de justifier l'austérité pour les services publics et la destruction du droit du travail et de l'emploi. Bien au contraire, la préservation de l'emploi, les investissements dans les services publics, au service de l'ensemble de la population et en particulier de la jeunesse, sont nécessaires pour construire une société plus juste et plus solidaire. Une politique alliant justice sociale et justice environnementale est une urgence pour sortir de la crise. Il appartient aux personnels des services publics et aux citoyen-nes d'agir collectivement pour l'obtenir. La FSU y est déterminée et travaillera avec les autres organisations du mouvement social dans cette perspective.

Les Lilas, le 07 juillet 2020

